

### Sécurité de la vieillesse

Je trouve fort décevante la récente augmentation à \$100 par mois de la pension de vieillesse. Ce montant ne tient nullement compte de la hausse du coût de la vie. Nous savons que les deux tiers d'entre nous en Alberta vivent uniquement de la pension de la sécurité de la vieillesse et, dans certains cas, d'une partie du supplément de revenu garanti, ce qui veut dire que bon nombre de vieillards pensionnés ont à peine le minimum vital. L'augmentation annoncée n'améliore guère notre niveau de vie, compte tenu du prix des choses essentielles, notamment des produits alimentaires et du logement. L'insuffisance de notre pension fait de nous des citoyens de seconde zone, qui doivent compter sur les autres et recourir aux services spéciaux. Nous, qui avons consacré 40 ans de notre vie à édifier le Canada, avons le sentiment de ne compter pour rien. Nous voudrions vivre les années qui nous restent dans la dignité et la fierté.

• (2130)

Voilà le genre de lettres que quelques-uns d'entre nous ont reçues. Elles nous donnent une idée des événements survenus dans notre pays depuis une dizaine de jours, événements qui ont non seulement fait des malheureux, mais semé l'inquiétude dans une bonne partie de la population. Je le sais après m'être entretenu avec des centaines de Canadiens du troisième âge durant l'été et l'automne derniers. Que Votre Honneur me permette de parler du couple qui m'a abordé dans un centre commercial, car les paroles de ces personnes exprimeront mieux que je saurais le faire la pensée des Canadiens.

Une dame, accompagnée de son mari, m'a abordé au centre commercial en me disant: «Pouvez-vous me dire ce qui ne va pas au Canada? Mon mari et moi avons travaillé dur des années durant. Nous avons travaillé au cours des années 30 et 40, à l'époque où les temps étaient durs et les salaires peu élevés. Nous avons réussi à économiser une petite somme, mais pas suffisamment pour vivre, une toute petite somme. Nous aurions besoin d'une pension de vieillesse raisonnable». La dame m'a dit alors: «Comment se fait-il que nous ne puissions toucher une pension raisonnable, alors que des chômeurs ont droit à \$100 par semaine après un travail de brève durée et que la société donne tant d'argent à des programmes comme Perspectives-Jeunesse et autres»? Puis elle a dit: «Est-ce bien normal que nous, qui avons fait un tel apport à notre pays et à la société, obtenions si peu quand ceux qui n'ont pas vraiment besoin d'argent reçoivent tant?»

**M. Alexander:** C'est ça, la société juste.

**M. Roche:** Je lui ai dit qu'à mon avis, elle avait mis le doigt sur le mal du Canada moderne. Cette femme et des centaines d'autres auxquelles j'ai parlé m'ont déclaré que les personnes âgées de notre pays se sentent dupées, car elles ont l'impression que l'on se moque d'elles. Permettez-moi de vous dire pourquoi elles ont cette impression, monsieur l'Orateur. L'année dernière le gouvernement a mis sur pied le programme Nouveaux horizons. Je ne vais rien dire maintenant contre ce programme; je ne veux pas que les membres du gouvernement m'accusent de m'opposer aux personnes âgées simplement parce que je suis opposé au programme Nouveaux horizons.

Monsieur l'Orateur, je suis contre ce programme, car un grand nombre de personnes âgées de notre pays le sont aussi. Elles ne l'appuient pas, car elles ne peuvent pas obtenir d'argent pour les projets qu'on leur demande de proposer. La jeunesse de notre pays reçoit toutes sortes de fonds dans le cadre de programmes comme Perspectives-Jeunesse et autres, y compris pour leur scolarité, ce que j'approuve. Par contre, lorsque les personnes âgées présentent des projets dans le cadre du programme Nouveaux horizons, on leur dit qu'il n'y a pas assez d'argent pour elles. Lorsque j'ai parlé auparavant des personnes

âgées, c'était l'un des problèmes qui occupaient la première place dans mon esprit.

Il y a une quinzaine de jours, lorsque j'ai pris la parole au cours du débat sur le budget supplémentaire, j'ai dit que j'étais plutôt déçu du programme Nouveaux horizons. Certains députés d'en face ont essayé de laisser entendre que les membres du parti que j'appuie sont opposés aux intérêts des personnes âgées, parce que nous cherchons à déceler les aspects négatifs de ce programme. Permettez-moi de dire que je me suis opposé au projet de loi qu'a proposé le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde), bien que je sois prêt à voter pour, car, comme l'a dit le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), une petite augmentation est mieux que rien.

Je suis opposé à ce projet de loi, car il n'apporte qu'une solution partielle à un problème compliqué. Le ministre a de bonnes choses à dire sur la solution d'ensemble qui est nécessaire. Je traiterai de cette question dans une minute. J'aimerais finir d'expliquer aux députés ce que pensent et ressentent les personnes âgées à l'égard de certains programmes gouvernementaux. A cet égard, j'aimerais aborder un sujet dont on parle depuis longtemps, celui de l'unité nationale. Je n'ai pas l'intention d'aborder le problème anglais et français de notre pays. Bien que nous fassions du progrès, il en reste encore beaucoup à réaliser chez nous dans ce domaine extrêmement délicat.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député voudrait-il se rasseoir? Le député a dit tout à l'heure qu'il n'aborderait pas ce qu'il a appelé le problème anglo-français. J'espère qu'il s'en tiendra à cela, car je dois lui signaler que la mesure à l'étude est le bill C-147, tendant à modifier la loi sur la sécurité de la vieillesse. Les députés ont eu beau se perdre en de longues considérations sur leurs sujets généraux préférés quand nous débattions le budget, mais maintenant la Chambre est saisie d'un bill précis et les députés doivent se rappeler que la règle primordiale et fondamentale de la conduite parlementaire est celle de la pertinence. Tous les députés doivent respecter cette règle et traiter de la mesure à l'étude, soit le bill tendant à modifier la loi sur la sécurité de la vieillesse.

**M. Roche:** Monsieur l'Orateur, je suis d'accord avec votre interprétation de mes remarques. Vous n'ignorez pas qu'ici, la question de l'unité nationale prend énormément d'importance, puisque les vieillards font partie de notre nation et veulent prendre part à ses affaires. Ils veulent, pour ainsi dire, être branchés sur notre société. Je prétends qu'il n'y aura pas d'unité nationale dans notre pays tant que des secteurs de la société, vieillards, femmes, jeunes, se sentiront aliénés et dépossédés. Les vieillards en particulier éprouvent ce sentiment. L'essentiel de mon propos, c'est que la société canadienne demeurera instable jusqu'à ce que ces divers éléments puissent participer à ses activités.

Je le répète, les vieillards ont l'impression qu'on profite d'eux. Et pourquoi m'exprimé-je ainsi, monsieur l'Orateur? C'est simplement pour laisser entendre que la hausse de base aurait dû être accordée il y a quelques mois. Pourquoi a-t-il fallu un événement politique théâtral pour créer à la Chambre des communes des conditions favorables à la prise de dispositions dans ce domaine? Il doit être clair pour les pensionnés et les autres citoyens âgés du pays que le gouvernement n'a pas compris leurs difficultés. M. Reg Watson, de son vivant directeur des *Pensioners Concerned*, exposait leur situation en peu de mots: